



ROYAL BAKING POWDER

Absolument pur. Poudre faite avec la crème de tartre de trèfle pur.

La maladie de l'ex-président Ezeta.

Prose Associée. Oakland, Cal., 5 juin.—Le général Carlos Ezeta, l'ex-président du Salvador, est ici, très dangereusement malade; on doute fort qu'il puisse guérir.

Troubles en Georgie.

Prose Associée. Atlanta, 5 juin.—Une dépêche de Griffin, Ga., dit que l'on a entendu dans tous les quartiers de la ville, immédiatement après l'heure du minuit, des coups de feu qui étaient un signal pour appeler les régulateurs, en vue de secourir cinq des leurs qui étaient sous les verrous, poursuivis en vertu d'un verdict du grand jury, pour avoir frappé des nègres.

Leur procès doit commencer le lundi, 12 juin. Le shérif a télégraphié au gouverneur Candler à Atlanta, lui demandant d'appeler la milice pour protéger la prison et la milice de Griffin qui s'était rendue en toute hâte à la prison.

Il en est résulté une immense excitation. Tous les citoyens paisibles avaient été réveillés par toutes ces détonations. Les régulateurs déclarent qu'ils ont 500 hommes prêts à prendre les armes. On s'attend à quelque bagarre.

Retour prochain du régiment de l'Oregon aux Etats-Unis.

Prose Associée. Washington, 5 juin.—Le général Otis annonce au département de la guerre le retour prochain du régiment de l'Oregon aux Etats-Unis. Ce régiment partira, cette semaine probablement, pour Portland, Oregon.

Les trahisons de Grimes, Sylvester et Etzer.

Prose Associée. New York, 5 juin.—Une dépêche de Washington au "Journal and Advertiser", dit: Le Capt. Henry Grimes a fait de complètes aveux sur la part qu'il a prise dans la lutte des Philippines, en les aidant, et le document est entre les mains du gouvernement.

H Grimes est un sujet anglais, né à Hong-Kong, il y a 29 ans. Il dirigeait le bureau de Shanghai pour la maison Setzler et Cie. C'est là qu'il entra en relations avec les agents de la rébellion philippine.

Le 7 juin, la maison Grimes fit des contrats pour fournir 5,000 mousquets, 2 canons maxin, et un million de cartouches, moyennant \$138,000. La fabrication fut saisie par les autorités anglaises, à la demande du consul espagnol.

B. F. Sylvester, associé de la maison, fit alors des arrangements avec Edw. Bedloe, consul américain à Canton, pour envoyer des armes dans le port au moyen de fausses ventes faites au gouvernement chinois.

Le vice-roi chinois rejeta ces opérations; mais il s'empara de 4500 carabines pour son propre compte, pour supprimer une rébellion sur son propre territoire.

Les autorités locales ayant refusé à Pasig la permission de prendre la mer, le Pasig changea de nationalité; il fut enregistré américain par le consul Bedloe et prit le nom de "Theabbey". Sous le titre il put partir pour Singapour et porter des provisions aux Philippines.

Le 27 août, le Abbey, portant le pavillon américain et commandé par G. W. Etzer, citoyen américain, parti de Sappoa, à 15 milles de Canton; il avait à bord Lewis Leonard Etzer, citoyen américain qui avait pour mission d'enseigner aux Philippines le moyen de se servir des canons maxin.

Si l'on en croit Grimes, Sylvester ne lui raconta que des faussetés sur cette expédition. Le cargaison fut transportée à Singapour, à 21 milles au sud de Manille et livrée au gouverneur insurgé de cette ville, elle consistait en 496 carabines, 50,000 cartouches, 2 canons Maxin et 2000 charges de munitions Maxin.

Après le déchargement, Grimes se rendit à Bacoor, où il rencontra Aguinaldo qui lui dit qu'il lui fallait une plus grande quantité de munitions. Grimes revint à Hong Kong, mais il ne réussit pas dans son entreprise. Sylvester alla trouver Aguinaldo, mais ne put rien conclure avec lui, de façon à lui procurer des armes allemandes.

Le résultat de tous ces faits comme l'avoue Grimes que Sylvester et Etzer complotaient sur le sol américain contre le gouvernement américain.

L'Etzer a été saisi par le côté du revenu McCulloch, qui faisait partie de l'escadre de l'amiral Dewey. Grimes a été arrêté à Manille, le 5 novembre.

Procès contre Aguinaldo.

New York, 5 juin.—Joseph Henry Grimes institua un procès contre Aguinaldo, Agoncillo et Lachance,

devant la Cour Suprême. Il réclame \$25,000, qui lui reviennent, comme le quart des bénéfices de l'expédition "Abbey".

Le procès de Bara.

Prose Associée. Chicago, Illinois, 5 juin.—Le sort du baron et de la baronne de Bara, qui étaient accusés d'usage de la poste des Etats-Unis dans un but frauduleux, a été mis aujourd'hui entre les mains du jury.

Les deux prévenus ont déposé. Edgar de Bara a dit qu'il est né en France et qu'il n'a jamais été naturalisé. Il a suivi les cours d'une école militaire et a servi pendant plusieurs années dans l'armée française. Antérieurement à 1893, il a été attaché pendant plusieurs années à un consulat anglais au Japon. Il a connu sa femme dans ce pays.

Il a nié toutes les accusations portées contre lui par les témoins du gouvernement. Il a dit qu'il s'occupait d'affaires légitimes pour le compte de son beau-frère, George B. Henshell. Fannie de Bara était un peu nerveuse, mais elle a répondu avec fermeté à toutes les questions.

Elle a nié toutes les accusations portées par la poursuite. Elle a raconté, avec force détails, sa vie romanesque. Elle est née au Japon, a-t-elle dit, d'un père écossais et d'une mère japonaise. Son nom de famille est Wilson, et sa sœur a épousé George B. Henshell. Celui-ci, a-t-elle prétendu, est l'auteur du plan de fraude.

Mme de Bara a admis qu'elle avait loué le "bureau de la rue Dearborn, à Chicago. Elle a prétendu qu'elle l'avait loué au nom de son beau-frère, qu'elle croyait autorisé par la compagnie de photographie. Elle a déclaré qu'elle ne savait rien de l'annonce faite par Henshell dans des journaux anglais relativement à des "slot machines" pour amorcer les gens.

Les derniers discours de l'avocat et du juge ont été très brefs. Après délibération le jury a rapporté un verdict de culpabilité contre le baron et la baronne de Bara. Le maximum de la peine est de douze ans et six mois d'emprisonnement et d'une amende de \$12,000. Demande d'une nouvelle audition de cause a été faite. Le prononcé de la sentence n'aura lieu qu'après une décision à cet égard.

Rapport du général Brooke.

Prose Associée. Washington, 5 juin.—Le général Brooke rapporte la mort, par accident, du sergent Hugo Bohune, du corps des signaux, tombé du haut d'un poteau électrique à Matanzas; puis la mort, à Pinar del Rio, du soldat James Davis, du 7e de cavalerie, enlevé le 31 mai, par la fièvre typhoïde.

Réunion annuelle des Filles unies de la Confédération.

Prose Associée. Washington, 5 juin.—Les Filles unies de la Confédération tiendront leur réunion annuelle mercredi et jeudi à Glen Echo, près de Washington.

Le président McKinley a accepté l'invitation d'être présent jeudi. En outre, il a donné la permission à l'orchestre du fort Myer de prêter son concours.

Le président sera accompagné par les généraux Corbin et Wheeler. Les deux jours porteront respectivement les noms de "jour de la Virginie" et de "jour du Maryland".

La distribution des canons pris aux Espagnols.

Prose Associée. Washington, 5 juin.—Le département de la guerre a réglé la question de la disposition des canons pris aux Espagnols dans les îles de Cuba et de Porto-Rico en la remettant aux gouverneurs des états de l'Union.

La loi d'après laquelle ces canons seront distribués établit qu'ils ne seront donnés qu'à des associations de monuments élevés à la mémoire de soldats, à des postes de la grande armée de la République ou à des corporations municipales.

Un canon sera alloué à chaque état, et il est demandé au gouverneur d'en disposer.

Le dix-neuvième d'infanterie.

Prose Associée. New York, 5 juin.—Le transport américain Meade, venant de Porto-Rico, a été signalé près de la barre à trois heures 30 de l'après-midi.

A bord de ce navire se trouve le dix-neuvième d'infanterie régulière, qui se rendra à San Francisco, où il s'embarquera pour Manille.

Construction d'un arsenal et d'une caserne à Caracas.

Prose Associée. Philadelphie, Pennsylvanie, 5 juin.—Une association d'architectes et d'ingénieurs de Philadelphie vient de conclure avec le gouvernement vénézuélien un contrat pour la préparation de plans et la surveillance de la construction d'un arsenal et d'une caserne près de Caracas.

Le coût de ces travaux dépassera \$200,000. Les neuf-dixièmes des ouvriers employés seront des Vénézuéliens. Les travaux devront être exécutés en quinze mois. Environ cinq mille hommes seront logés dans la caserne projetée.

Mme Col. Richardson

Sauvée par Mme Pinkham.

[Lettre à Mme Pinkham no 72,899.]

"Vous m'avez sauvé la vie, ravie à la tombe pour ainsi dire, et je désire vous remercier. Il y a de cela dix-huit mois à peu près, j'étais une ruine complète, physiquement parlant. Je souffrais depuis quelque temps de Lascorbée, mais ne m'étais jamais beaucoup préoccupée de ce mal.

"Il en est résulté, à la fin, une inflammation de la matrice et des ovaires, qui m'a fait souffrir des tortures; j'ai dû, en raison de cela abandonner ma profession de maîtresse de musique et celle de pianiste, et prendre le lit; la vie me semblait alors une lourde croix à porter. Mon mari a appelé les meilleurs médecins mais le bien qu'ils me faisaient n'était que temporaire. Je crois que, confiée à leurs soins je serais devenue une victime de la morphine, si mon bon sens ne me l'avait interdit.

"Un jour mon mari remarqua l'annonce de vos remèdes et immédiatement en acheta, et m'en fit prendre à l'essai. Bientôt après les douleurs aux ovaires avaient disparu. Je suis maintenant bien forte et robuste, marche, monte la bicyclette, et me sens comme une jeune fille qui n'a pas encore atteint sa vingtième année. Je ne serai jamais sans le Composé Végétal de Lydia E. Pinkham; c'est la source de vie pour moi. Je vous suis très reconnaissante, vous avez mes meilleurs souhaits et recommande chaudement vos remèdes. J'espère que quelques pauvres créatures pourront remédier à son mal en lisant son histoire".—MME COL. E. P. RICHARDSON, RHINELANDER, N. Y.

Le mouvement contre les "Trusts".

Prose Associée. Austin, Texas, 5 juin.—Le gouverneur Sayers a envoyé ce matin à tous les gouverneurs et avoués généraux des états du sud une dépêche annonçant qu'il a convoqué une convention anti-monopoliste qui s'ouvrira le 20 septembre prochain à St Louis, dans le but de déterminer une action conjointe contre les "trusts".

Chez Mme McKinley.

Prose Associée. Washington, 5 juin.—Le duc d'Arco, ministre d'Espagne aux Etats-Unis, et la duchesse d'Arco se sont présentés cette après-midi chez Mme McKinley.

Voléurs arrêtés.

Prose Associée. Omaha, Nebraska, 5 juin.—Dépêche spéciale de Cheyenne, Wyoming, au "Bee".

Un courrier vient d'apporter à Casper la nouvelle d'un combat entre les agents de la compagnie de l'Union Pacific et les malfaiteurs qui ont récemment dévalisé un train à Wilcox.

Trois voleurs ont été arrêtés sans perte de vies. Ils seront enfermés à Casper.

DERNIERE HEURE.

Dreyfus officiellement notifié.

Prose Associée. Fort de France, Martinique, 5 juin.—Il n'y a rien de vrai dans le rapport annonçant l'embarquement de Dreyfus sur le vapeur "Ville de Tanger".

Le Sfax, qui doit prendre Dreyfus à bord, est parti inopinément hier à dix heures. Ce n'est qu'à quatre heures de l'après-midi que son commandant a reçu l'ordre de mettre aussitôt promptement que possible sous vapeur et d'embarquer les provisions nécessaires.

Les autorités de Cayenne avaient prévu il y a quatre jours le départ du Sfax de Fort de France.

A deux heures de l'après-midi, aujourd'hui, le bateau de servitude Goeland, stationné dans les eaux de la Guyane française, est parti avec le directeur du pénitencier et le commandant de l'artillerie de marine.

Ces messieurs sont délégués par le gouvernement français pour notifier officiellement Dreyfus de la révision de son procès.

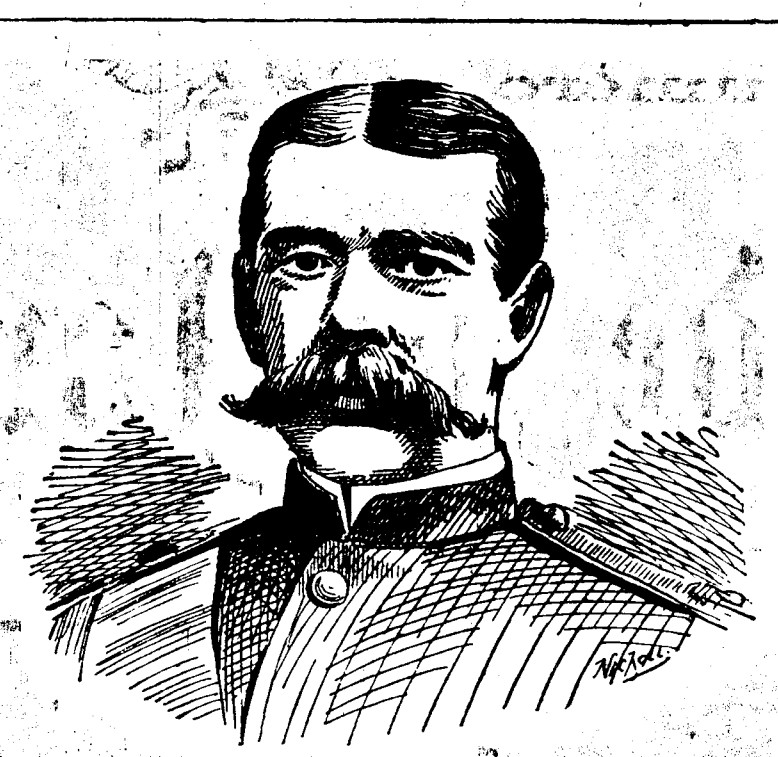
Dreyfus a reçu avant-hier une dépêche annonçant la décision de la cour de cassation. Malgré cette notification officielle, Dreyfus reste sous le coup des accusations portées contre lui, mais il pourra reprendre son uniforme, dans lequel il comparaitra devant le conseil de guerre.

Le Goeland sera de retour à Cayenne demain.

Transfert de Dreyfus aux autorités militaires.

Prose Associée. Paris, France, 5 juin.—Une dépêche de Cayenne, chef-lieu de la Guyane française, annonce que Dreyfus a été transféré aux autorités militaires.

Il restera à l'île Royale jusqu'à jeudi, quand il s'embarquera sur le croiseur français de deuxième classe Sfax.



LORD KITCHENER.

à la Chambre des Communes.

Proposition d'une récompense pécuniaire au Sirdar.

Prose Associée. Londres, 5 juin.—M. Balfour, en présentant aujourd'hui à la Chambre des Communes le projet d'une récompense de 30,000 livres sterling à Lord Kitchener, a dit que l'excès de madame était dû au génie de l'homme qu'on désirait honorer et récompenser.

Il a exprimé l'espoir que ceux qui s'étaient opposés à la politique de la marche en avant dans le Soudan n'y verraient pas une raison de repousser l'allocation, attendu que ce serait introduire la politique dans les affaires de l'armée.

M. Balfour a exprimé son admiration pour la façon dont le Sirdar avait surmonté les difficultés et organisé les victoires par son ardeur infatigable et presque surhumaine, qui méritait une marque spéciale de gratitude et d'honneur.

M. Balfour a ajouté qu'en proposant le vote d'une somme de 30,000 livres sterling, il croyait se conformer aux désirs de la Chambre et du pays.

Sir Henry Campbell-Bannerman, leader de l'opposition, a appuyé cordialement la proposition, tout en exprimant le regret que lui causait la façon dont avait été traité le corps du mahdi, qu'il considérait comme un erreur de bon goût et de jugement.

M. Balfour n'avait pas fait allusion dans son discours à l'incident de la mort du Mahdi, si ce n'est d'une façon indirecte, quand il a dit qu'il n'y avait qu'une seule question devant la Chambre, la question de la valeur militaire.

Dans son allusion à l'intervention de la politique dans les affaires militaires, M. Balfour a déclaré que ceux qui désiraient refuser à un général victorieux une récompense méritée parce qu'il avait exécuté une politique qu'ils désapprouvaient, lui dissentaient virtuellement, ainsi qu'à ses soldats ayant risqué leur vie, qu'ils devaient non seulement obéir aux ordres mais savoir de qui ils redevaient les ordres.

M. Balfour a ajouté que le pays dont l'armée se méloit de politique était à la veille du despotisme militaire.

John Morley, ancien secrétaire en chef de l'Irlande, s'est opposé au vote de l'allocation à cause du traitement du corps du Mahdi.

M. Balfour a répliqué qu'il ne croyait pas que l'idée de vengeance eût influencé au moindre degré le général Kitchener, et a fait remarquer que le sirdar avait traité la famille du Mahdi avec la plus grande considération.

L'exhumation du corps a été publique, attendu que la publicité était une part de la politique motivant cette mesure.

C'était le devoir de l'homme responsable de la sécurité des soldats de détruire la superstition fanatique qui avait constitué la force du madhisme pendant de longues années.

M. Balfour a cependant admis que l'inhumation des restes aurait pu être exécutée d'une meilleure façon.

La Chambre a finalement voté à Lord Kitchener une récompense pécuniaire de 39,351 livres-sterlings.

Lord Kitchener et le duc de Marlborough ont assisté dans une tribune à la séance.

Soumission des natifs de Samoa.

Prose Associée. Apia, Samoa, 31 mai, par voie de Auckland, Nouvelle Zélande, 5 juin.—Les membres des deux factions de natifs, les partisans de Malletoa et ceux de Mataafa, livrent leurs armes.

Mataafa a livré 1800 fusils.

Au conseil municipal de Paris. Prose Associée. Paris, France, 5 juin.—Le conseil municipal de Paris a discuté cette après-midi les incidents d'Autoul.

M. Blanc, préfet de police, a annoncé que cinquante des individus arrêtés seraient poursuivis pour infractions au président de la République.

Le préfet a sévèrement critiqué la lâcheté du comte Christiani, qui prétend maintenant qu'il a frappé le Président par accident, en tentant d'échapper à la police.

Le conseil a adopté à l'unanimité une résolution exprimant son

horreur pour la démonstration insultante, sa respectueuse sympathie et sa confiance dans M. Loubet.

AFFICHAGE

Du verdict de la Cour de Cassation

Discussion des poursuites contre le général Mercier.

Prose Associée.

Paris, France, 5 juin.—Avant le scrutin sur l'ordre du jour, à la Chambre des Députés, M. Denys Cochin, un conservateur, a demandé que la lettre dans laquelle le gouvernement demande des poursuites contre le général Mercier fut communiquée à la Chambre.

Le président du conseil a répondu qu'il n'avait pris les mesures jugées nécessaires qu'avec charge. Il a expliqué que le procès Deroulède n'avait pas été conduit d'une façon convenable. Il a appuyé sur le fait qu'il avait été permis au prévenu de prononcer une longue diatribe contre le président Loubet.

An sujet du verdict de la cour de cassation M. Dupuy a dit qu'il démentait que quelques personnes avaient encouru des responsabilités devant être expliquées. Il y avait l'abord, a-t-il dit, le cas de du Paty de Clam; puis, la communication du document secret à la cour martiale ayant été attribuée au général Mercier, le gouvernement a cru qu'il était de son devoir de demander à la Chambre si ces poursuites devaient être entreprises. (Grande excitation et applaudissements à gauche.)

Une discussion animée s'est engagée, au cours de laquelle M. Lasies a proposé l'interdiction du président du conseil et a violemment critiqué ceux qui persécutaient le général Mercier. Il a dit que c'était une manœuvre pour influencer la cour martiale qui siégera à Rennes.

Finalement, la Chambre a décidé de remettre la nomination d'une commission d'enquête sur la conduite du général Mercier à une date ultérieure à la réunion de la cour martiale à Rennes.

Des membres de la gauche ont proposé l'affichage du jugement de la cour de cassation dans toutes les communes de France. M. Jourde, un socialiste, a pris la parole et a admis qu'il s'était trompé au sujet de l'affaire Dreyfus, et qu'il devait réparation.

Il a ajouté qu'il était surpris que M. Cavaignac ne l'eût pas précédé à la tribune, ce qui a fait dire à ce dernier: J'ai déjà fait réparation en déjouant et en faisant connaître l'erreur commise.

M. Brisson a dit: Le cabinet que je présidais a été assez malheureux pour faire publier un discours contenant des erreurs. Je demande à la Chambre l'affichage du verdict de la cour de Cassation.

Le président du conseil ne s'est pas opposé à l'affichage, qui a été voté par 317 voix contre 212.

QUICK MEAL

5 MEDAILLES

Représentant des premiers prix à la FOIRE D'ETAT.

UNE pour notre exposition des célèbres Réfrigérateurs "Odorless"

UNE pour nos fourneaux à gaz solides et légers, sans méches dites "QUICK MEAL"

UNE pour nos fourneaux de cuisine supérieurs.

UNE pour notre écraseur de légumes, électrique.

Rien n'est plus facile, quand vous avez les meilleurs articles au monde à exposer.

Eugène F. Suhler Co., Ltd. Deux magasins, 1605-7 rue Dryden, 4300 2 rue Magazine.

16 Avril - 3m - Dim Mar

C. LAZARD & CO., L'ld. LES ANCIENS ET POPULAIRES MARCHANDS DE VETEMENTS CONFECTIONNES, d'Articles de toilette et de Chapeaux. Le magasin est ouvert le samedi soir jusqu'à 10 heures, et fermé le dimanche. Coin des rues Canal et North Peters.

D. MERCIER'S SONS. Les marchands renommés par la modicité des prix de leurs articles et la loyauté dans leurs transactions commerciales. Vêtements confectionnés, Chapeaux et Articles de toilette pour messieurs et enfants. Le magasin est ouvert le samedi soir jusqu'à 10 heures, et fermé le dimanche. Coin des rues Dauphine et Bienville, à deux lieues de la rue du Canal, Case District.

FRANTZ BROS & CO., 129 RUE BOURBON - - - NOUVELLE-ORLEANS. EXPERTS EN HORLOGERIE. Toutes sortes de Bijoux fabriqués et réparés. Chronomètres et Gravures de premier ordre.

LE MONDE MODERNE. demandez un spécimen complet et gratuit (en découplant cette annonce) pour pouvoir apprécier cette revue-magazine unique en France. 5, rue Saint-Benoit, Paris.

L'ABELLE DE LA NOUVELLE-ORLEANS, JOURNAL QUOTIDIEN FRANÇAIS, Politique, Littéraire, Artistique et Scientifique. FONDEE LE 1ER SEPTEMBRE 1827. Trois Editions distinctes: EDITION QUOTIDIENNE, EDITION HEBDOMADAIRE, EDITION SPECIALE DU DIMANCHE. DERNIERES NOUVELLES LOCALES ETRANGERES. DEPECHE TELEGRAPHIQUES. Dépêches Spéciales. SEUL JOURNAL FRANÇAIS QUOTIDIEN, AU SUD. FONDE LE 1er SEPTEMBRE 1827.